



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE LA DÉFENSE



GROUPEMENT DE SOUTIEN
DE BASE DE DÉFENSE DE
VANNES-COËTQUIDAN

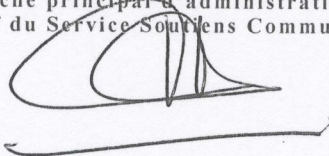
Guer, le 20 JUIN 2012

N° 630896 /BDDCOET/GS/SSC/GU

BORDEREAU D'ENVOI

adressé à : USID Vannes-Coëtquidan

Mr ANNEE

Désignation des pièces	Nombre	Observations
<p><u>OBJET</u> : Convention de fourniture d'eau par le syndicat de l'Eau du Morbihan à la Base de Défense de Vannes-Coëtquidan (56)</p> <p><u>Dossier</u> :</p> <ul style="list-style-type: none">- Convention <p><u>COPIE(S)</u> :</p> <ul style="list-style-type: none">- GS/SSC	2	<p>TRANSMIS</p> <p>"Pour attribution"</p> <p>En vous demandant de retourner sous présent timbre un exemplaire original signé par les deux parties.</p> <p>Mr Pascal CARTIER Attaché principal d'administration Chef du Service Soutiens Communs</p> 

Département du Morbihan

**Convention de fourniture
d'eau par le syndicat de l'Eau
du Morbihan
à la Base de Défense de
Vannes-Coëtquidan (56)**



Il a été convenu entre :

Le Groupement de Soutien de la Base de Défense de Vannes - Coëtquidan (56), représentée par M. Alain OELLERS, chef du groupement de soutien, désigné ci-après « la Base », acheteur,

et

le syndicat de l'Eau du Morbihan, représenté par son Président, Monsieur Aimé KERGUERIS, autorisé à la signature de la présente convention par délibération de l'assemblée délibérante en date du 21 juin 2012, désignée ci-après « le Syndicat », vendeur,

1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les modalités techniques, administratives et financières de la fourniture d'eau potable entre la Base et le Syndicat.

Les deux parties ont des capacités de production respectives propres suffisantes en temps normal.

Il s'agit donc d'une convention de vente d'eau de secours.

2 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention prendra effet à compter du 1^{er} juillet 2012.

Elle est conclue pour une durée de 5 ans.

A son expiration, elle sera reconduite tacitement par période de 1 an pendant une durée maximale de 5 ans.

3 - INVESTISSEMENTS A REALISER

Sans objet

4 - ORIGINE DE LA PRODUCTION

Descriptif patrimonial de production de la Base :

L'usine de Montervilly d'une capacité de 27 m³/h, dûment autorisée par arrêté ministériel du 22/11/2011, permet de subvenir aux besoins de la Base.

Descriptif patrimonial de production du Syndicat :

L'usine de La Lande d'une capacité de 125m³/h, dûment autorisée par arrêté préfectoral du 10/05/2012 au titre du Code de la Santé Publique et par arrêté inter préfectoral du 04/05/2012 au titre du Code de l'Environnement, participe très largement à la couverture des besoins du secteur de Guer et Beignon. D'autres usines sont sollicitées pour compléter les besoins.

Pour une période provisoire, pour suppléer à un dysfonctionnement ou à un manque en matière de production sur l'usine de La Lande, l'usine de La Fosse Noire d'une capacité de 100m³/h pourra être sollicitée. Elle fait l'objet d'une convention d'occupation précaire dans l'attente de son acquisition par le Syndicat.

5 - POINTS DE LIVRAISON ET SYSTEMES DE COMPTAGE

Les points de livraison d'eau entre la Base et le Syndicat sont les suivants :

POINTS DE VENTE D'EAU A LA BASE PAR LE SYNDICAT

	Lieu	Libellé du schéma
N°56 226-P-004	Compteur sur conduite	CV Secours Beignon → Camp
N°56 226-P-005	Compteur au pied du réservoir 1000m³ référencé 0463 – Camp de Coëtquidan – faisant l'objet d'une AOT initiale du 7 juin 2010	CV Distribution Camp Incendie 1
N°56 226-P-006	Compteur au pied du réservoir 1000m³ référencé 0463 – Camp de Coëtquidan – faisant l'objet d'une AOT initiale du 7 juin 2010	CV Distribution Camp Incendie 2
N°56 226-P-007	Compteur au pied du réservoir 1000m³ référencé 0463 – Camp de Coëtquidan – faisant l'objet d'une AOT initiale du 7 juin 2010	CV Distribution Camp Sanitaire – secours

Les points de livraison d'eau sont localisés sur un schéma joint en annexe.

A noter qu'il existe deux autres points de livraison potentiels qui ne seront pas sollicités. Aucune manœuvre sur ces deux points ne devra être effectuée. Ils figurent également sur le schéma joint en annexe.

	Lieu	Libellé du schéma
N°56 226-E-003	Sur conduite	CV Secours Camp → Beignon
N°56 226-E-004	Compteur horaire des reprises du réservoir au sol 2*500m³ référencé 0464 vers le réservoir 1000m³ référencé 0463 – Camp de Coëtquidan	Reprise

6 - PROPRIETE, ENTRETIEN ET RENOUVELLEMENT DES OUVRAGES D'INTERCONNEXION

POINTS DE VENTE D'EAU A LA BASE PAR LE SYNDICAT

	Propriété	Entretien	Renouvellement
N°56 226-P-004	Compteur sur conduite de la propriété du Syndicat – conduite en amont du système de comptage de la propriété du Syndicat et conduite en aval de la propriété de la Base	Compteur et conduite en amont à la charge du Syndicat Conduite en aval à la charge de la Base	Compteur et conduite en amont à la charge du Syndicat Conduite en aval à la charge de la Base
N°56 226-P-005	Compteur au pied du réservoir 1000m ³ référencé 0463 Réservoir 1000 m ³ faisant l'objet d'une AOT, compteur compris	Compteur et conduite en amont à la charge du Syndicat Conduite en aval à la charge de la Base	Compteur et conduite en amont à la charge du Syndicat Conduite en aval à la charge de la Base
N°56 226-P-006	Compteur au pied du réservoir 1000m ³ référencé 0463 Réservoir 1000m ³ faisant l'objet d'une AOT, compteur compris	Compteur et conduite en amont à la charge du Syndicat Conduite en aval à la charge de la Base	Compteur et conduite en amont à la charge du Syndicat Conduite en aval à la charge de la Base
N°56 226-P-007	Compteur au pied du réservoir 1000m ³ référencé 0463 Réservoir 1000m ³ faisant l'objet d'une AOT, compteur compris	Compteur et conduite en amont à la charge du Syndicat Conduite en aval à la charge de la Base	Compteur et conduite en amont à la charge du Syndicat Conduite en aval à la charge de la Base

La propriété, l'entretien et le renouvellement des points de livraison d'eau sont définis dans les tableaux ci-dessus.

Le Syndicat se réserve la possibilité de compléter l'équipement des points de livraison par la mise en place de dispositifs :

- de contrôle de débit instantané
- de contrôle de la pression
- de protection contre les retours d'eau
- de limitation du débit
- de régulation de pression
- de télégestion

7 - RELEVES DES COMPTEURS

Les relevés des index des compteurs de livraison sont réalisés de façon contradictoire une fois par an par les représentants des deux parties ou par leurs exploitants éventuels.

En cas de panne ou d'irrégularité dans le fonctionnement du compteur, la fourniture sera évaluée comme étant la consommation moyenne des trois années antérieures pour la période correspondante, faute d'estimation plus précise et validée par les deux parties.

8 - VERIFICATION DES COMPTEURS

Les compteurs de livraison d'eau sont étalonnés au moins tous les 6 ans. Les résultats d'étalonnage sont portés à la connaissance de l'autre partie.

Les représentants des deux parties ou leurs exploitants éventuels peuvent accéder à tout moment aux compteurs. En revanche, ils ne sont pas autorisés à intervenir sur les installations dont l'entretien et le renouvellement ne leur incombent pas.

Ils peuvent demander la vérification de leur bon fonctionnement, en particulier leur étalonnage. Si le compteur fonctionne dans les conditions prévues par le constructeur, les frais entraînés par la vérification sont à la charge du demandeur. Dans le cas contraire, ils sont à la charge de la partie (ou de son exploitant éventuel) en charge de l'entretien. Si la non-conformité d'un compteur est constatée, la réparation ou le remplacement sont réalisées en fonction des clauses de la présente convention.

9 - QUALITE DE L'EAU

La qualité de l'eau livrée doit être au point de livraison et à tout moment, conforme aux limites et références définies par le Code de la Santé Publique.

Les résultats d'analyse sont fournis à la partie qui ne les réalise pas.

Les prélèvements et les analyses sont exécutés aux frais du vendeur.

Il revient à l'acheteur de s'assurer que les limites et références de qualité visées ci-dessus restent respectées sur son réseau de distribution et de mettre en œuvre les dispositions nécessaires.

10 - QUANTITE D'EAU

Point de livraison	Diamètre du compteur en mm	Débit journalier en m ³ /jour		Débit instantané en m ³ /heure	
		Mini	Maxi	Mini	Maxi
CV Secours Beignon → Camp	DN 100		500		60
CV Distribution Camp Incendie 1	DN 100				120
CV Distribution Camp Incendie 2	DN 100				120
CV Distribution Camp Sanitaire – secours	DN 150 (à remplacer par DN 80)		300		60

11 - PRESSION

Les pressions seront définies par la hauteur des ouvrages. Il n'y a donc pas de condition particulière.

12 - MODIFICATIONS DES CONDITIONS DE LIVRAISON

Les deux parties et leurs exploitants éventuels ont un devoir mutuel d'information immédiate de toute modification significative des conditions de livraison (qualité, quantité et pression). Le vendeur se doit d'informer sans délai l'acheteur de tout dépassement des limites ou références de qualité, ainsi que de tout incident constaté ou de toute difficulté prévisible susceptible d'être rencontrée pouvant avoir une incidence sur la qualité ou la quantité de l'eau fournie.

Sauf en cas de force majeure, l'acheteur sera prévenu au moins 36 heures avant tout arrêt momentané de livraison.

13 - SITUATIONS DE CRISE

En cas d'obligation de restrictions de livraison suite à une pollution accidentelle d'une ressource, une rupture importante sur les moyens d'amenée (conduite ou pompe) ou un cas de force majeure (par exemple, interruption de la livraison d'énergie électrique), le vendeur s'engage à appliquer à l'acheteur les mêmes dispositions qu'il appliquera à ses propres usagers.

14 - MODALITES PRATIQUES DE LIVRAISON

S'agissant d'une convention de vente d'eau de secours, il n'y a aucun engagement d'achat d'eau par les deux parties. Néanmoins, dans un souci de garantir l'approvisionnement en qualité et en quantité, un délai de prévenance est à respecter de la part de l'acheteur, délai minimum fixé à 36 heures pour des besoins programmés ou prévisibles (interventions programmées sur l'usine de production ou le forage, lavage de réservoirs, purges, baisse du niveau d'eau dans les forages, dégradation progressive de l'eau, essais pour les poteaux incendies...).

Dans le cas imprévu d'un incident technique majeur bloquant la production, de pollution ou de pénuries d'eau affectant la ressource en eau brute, le vendeur s'engage à fournir de l'eau dans les conditions décrites aux paragraphes 10 et 11 le plus rapidement possible et dans un délai maximal de 4 heures. Ainsi, le vendeur ne pourra être tenu responsable d'un problème d'approvisionnement dans un délai inférieur à 4 heures.

15 - TARIF DE VENTE DE L'EAU

Le tarif de vente d'eau en gros est fixé à 0.60 € HT/m³ pour l'exercice 2012.

Ce tarif est fixé chaque année par le Syndicat de l'eau du Morbihan. Il sera communiqué à l'acheteur dans le mois qui suit sa fixation.

A cette part, s'ajoute la TVA et pourrait s'ajouter aussi toute autre nouvelle redevance liée à la production de l'eau.

16 - FACTURATION

Les compteurs étant relevés mensuellement, la facturation aura lieu trimestriellement. La facture sera émise aux mois d'avril, juillet, octobre et de janvier par le vendeur et sera payée par l'acheteur dans un délai de 30 jours. Les index du compteur et les dates des relevés devront figurer sur la facture afin de permettre le contrôle des quantités facturées.

Les factures seront adressées à :

PFAF-CO
Bureau finances
Quartier FOCH
35998 RENNES CEDEX 9

Une copie de la facture sera adressée :

GSBdD de Vannes-Coëtquidan
Service Achats-Finances
56381 GUER CEDEX

Le comptable assignataire est :

Monsieur le trésorier payeur général du Finistère
Direction Départementale des Finances Publiques
4, square Marc Sangnier
CS 92839
29228 BREST Cedex

Le règlement financier des sommes dues donne lieu à l'établissement d'un virement administratif. La facture sera émise à terme échu.

17 - MODALITES DE REPARTITION DES CHARGES D'INVESTISSEMENT

Sans objet.

18 - REVISION DE LA CONVENTION

Chacune des parties est fondée à demander la révision de la présente convention dans le cas où les conditions de production ou de fourniture d'eau seraient modifiées de façon substantielle.

19 - RESILIATION DE LA CONVENTION

La présente convention peut être dénoncée par l'une des deux parties avec un préavis minimum de 1 an.

20 - LITIGES

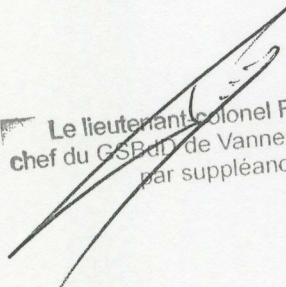
Les litiges et contestations concernant l'application de la présente convention sont du ressort du tribunal compétent.

Toutefois, avant de lancer une procédure contentieuse, les parties à la convention s'engagent à les soumettre à l'arbitrage d'un expert compétent.

À , le

Le groupement de soutien
de la base de défense

Le représentant du Syndicat


Le lieutenant colonel FERSING
chef du GSBdD de Vannes-Coëtquidan
par suppléance